



## COMMUNIQUE DE L'UNION DEPARTEMENTALE FO de HAUTE-LOIRE

### **Résolution de la Commission Exécutive de l'Union Départementale FO réunie le lundi 24 janvier 2024**

Les responsables des syndicats FO des secteurs du privé et du public de Haute-Loire, se sont réunis le vendredi 24 janvier.

#### **Développement : Nous nous montrons dignes de la confiance que nous accordent les travailleurs !**

Nous nous félicitons des derniers résultats des listes FO aux élections CSE dans les entreprises de Haute-Loire, de la création de 12 nouvelles implantations et de la progression de 1,5% points de FO aux élections TPE en Haute-Loire. Nous nous félicitons également de l'augmentation du nombre d'adhérents FO dans le privé comme dans le public. Ceci témoigne de la confiance qu'accordent les salariés de la Haute-Loire à L'Union Départementale FO et à ses syndicats pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs. Ceci témoigne également de la justesse de nos orientations, de nos positions et des initiatives prises pour porter les revendications. Nous allons continuer à nous montrer digne de cette confiance.

#### **Le budget Bayrou : le budget Barnier en pire !**

Nous avons également fait le point sur la situation sociale et politique extrêmement préoccupante. Bayrou, premier et dernier soutien de Macron, a installé son gouvernement composé des vaincus de toutes les dernières élections. Illégitime et minoritaire, il va pourtant poursuivre dans la même direction que les gouvernements précédents, celle de l'austérité et de la remise en cause des droits et des acquis des travailleurs.

Il reprend le budget de Barnier, pour lequel ce dernier a été pourtant censuré, de 40 Milliards de coupes budgétaires dans les dépenses publiques, auquel il décide d'ajouter 10 Milliards d'euros d'économies supplémentaires. C'est donc le budget de Barnier en pire !

Ce sera par exemple, 1,2 Milliard de moins pour l'école, 700 millions de moins pour l'aide publique au développement ou encore moins 630 Millions pour l'enseignement supérieur et la recherche. Et par ailleurs les membres du gouvernement, et ses soutiens au Parlement, multiplient les provocations pour nous faire les poches et continuer à protéger les dividendes des actionnaires : nouvelle journée de travail gratuit, taxation des retraités...

Dans l'enseignement, par exemple, la feuille de route académique est connue : suppression de 31 postes dans les écoles publiques (- 10 postes pour la Haute-Loire), suppression de 33,5 équivalents temps plein pour les collèges, suppression de 22 postes dans les lycées. La suppression de dizaines d'heures d'enseignement dans tous les lycées du département va mettre en danger toutes les filières et particulièrement les filières technologiques qui permettent aux jeunes des milieux populaires d'accéder à des métiers qualifiés. Aussi nous mettrons tout en œuvre pour bloquer ces destructions, avec les personnels des écoles et des établissements, les parents et tous ceux qui veulent défendre l'enseignement public.

Dans la santé, alors que les personnels des hôpitaux se mobilisent partout depuis cet été, les morts évitables s'accumulent dans les urgences, victimes des politiques mortifères des gouvernements successifs. Au Centre Hospitalier Emile Roux le service de soin palliatif est toujours fermé faute de médecin. A l'hôpital de Craponne, les personnels se sont mobilisés le 5 décembre avec FO et la CGT contre les réorganisations/désorganisations de services décidées unilatéralement par la direction.

Pour les fonctionnaires, si les 2 jours de carence ne sont, pour le moment, plus à l'ordre du jour, la diminution de 10% de la prise en charge des arrêts maladies revient sur le tapis. Ce serait 900 Millions que le gouvernement raboterait ainsi.

Dans le même temps, le Sénat vient de voter un effort d'économie de 2,2 Milliards sur le dos des collectivités territoriales. Avec comme conséquence, par exemple, la disparition d'une soixantaine de postes d'agents territoriaux sur l'agglomération et la ville du Puy.

Voilà à quoi sert la stabilité que réclame Bayrou : aggraver les mesures contre les travailleurs, les services publics, la sécurité sociale et maintenir une réforme des retraites dont la très grande majorité des actifs réclament toujours l'abrogation.

### **Retraite : ni concertation, ni conclave ! Abrogation !**

Et pour cela Bayrou compte bien s'appuyer sur les organisations syndicales. Pour se défendre face à la censure, Il n'a d'ailleurs pas manqué de citer le communiqué du 17 décembre, signé par MEDEF, CPME, U2P, CFDT, CFTC, CGC, FO réclamant aux élus « *stabilité, sincérité et sérénité* ». En agissant ainsi il nous instrumentalise dans l'unique but d'assurer sa propre stabilité. Il nous fait jouer un rôle politique en contradiction totale avec notre principe d'indépendance.

Nous ne sommes pas dupes de la manœuvre. Nous rappelons que la résolution du Congrès Confédéral de Rouen de 2022 indique « *Le gouvernement cherche, ou cherchera, à associer les organisations syndicales à la co-construction de la contre-réforme de retraites. Le Congrès réaffirme qu'il n'y a rien à négocier sur le recul de l'âge de départ en retraite et la remise en cause des droits* » Cette résolution d'indépendance est d'une actualité brûlante et c'est cette résolution qui nous engage.

Aussi nous partageons pleinement la caractérisation par la commission exécutive confédérale du « conclave » organisé par Bayrou avec la complicité de la secrétaire générale de la CGT qui demande depuis des mois « *une conférence de financement des retraites* » contre la revendication d'abrogation.

*" Le conclave annoncé par le Premier ministre ne prend pas en compte notre revendication d'abrogation immédiate mais pourrait viser au contraire à nous associer soit au maintien de la réforme actuelle, soit à l'instauration d'une réforme systémique, réforme universelle par points ou par capitalisation, que nous rejetons. En tout état de cause, Force ouvrière n'acceptera pas de participer à une opération qui permettrait au gouvernement de gagner du temps, en maintenant ou aggravant la contre-réforme des retraites".*

Nous estimons donc que rien de bon ne peut sortir de ce « conclave ». FORCE OUVRIERE n'a rien à y faire ! C'est pourquoi nous demandons au bureau confédéral d'annoncer que nous en sortons ! Ce n'est ni notre place, ni notre rôle !

**Notre place c'est d'être aux côtés des travailleurs, des jeunes, des retraités et de la majorité qui exigent les augmentations de salaire et qui refusent la destruction des services publics, des emplois et de la sécurité sociale, ...**

**Notre rôle c'est de décider et d'organiser la mobilisation :**

- **Pour l'abrogation la réforme Macron/Borne des retraites, contre tout allongement de la durée de cotisation et tout recul de l'âge de la retraite, pour la défense des régimes spéciaux, pour le retour à la retraite à 60 ans au bout de 37 ans et demi quand les conditions seront réunies, contre le système de retraite par capitalisation et contre la retraite par points.**
- **Pour l'augmentation des salaires**
- **Contre les licenciements**
- **Pour la défense des services publics**
- **Pour la défense de la sécurité sociale**